

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET
DE LA SOLIDARITE**DIRECTION DE L'HOSPITALISATION
ET DE L'ORGANISATION DES SOINSSous Direction des affaires financières
Bureau de la gestion financière et
comptable des établissements de santé

Paris, le

La ministre de l'emploi et de la solidarité
Le ministre délégué à la santé

à

Mesdames et Messieurs les directeurs
d'agence régionale de l'hospitalisation
(pour information)Mesdames et Messieurs les directeurs
d'établissement public de santé
(pour mise en œuvre)

CIRCULAIRE N° DHOS/F4/2001/180 du 5 avril 2001 relative à l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines des établissements de santé.

Date d'application :

NOR : MESH0130136C (non paru au journal officiel)

Grille de classement : SP 3 332

Résumé : Les recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines des établissements de santé sont soumises à la TVA au taux réduit.**Mots-clés** : Etablissements de santé - Fiscalité - TVA – Cantines d'entreprises.**Textes de référence** : Décret n° 2001-237 du 20 mars 2001 relatif aux conditions d'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines d'entreprises (JO n° 68 du 21 mars 2001, p. 4375)**Textes abrogés ou modifiés** : Décisions ministérielles (DGI) du 23 mars 1942 et du 19 mars 1943.**Annexes :**

DECRET N° 2001-237 du 20 mars 2001 relatif aux conditions d'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantine (s'adresser à la DHOS)

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la parution au Journal officiel du 21 mars 2001 du décret n° 2001-237 du 20 mars 2001 relatif aux conditions d'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines d'entreprises.

Ce dernier remet en cause l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dont bénéficiaient jusqu'à présent les repas payés par les usagers des cantines d'entreprises, administratives, scolaires et universitaires sur la base de deux décisions ministérielles des 23 mars 1942 et 19 mars 1943. Ces dernières ont en effet été jugées illégales par le Conseil d'Etat qui en a ordonné l'abrogation (CE, 27 mars 2000, Union des métiers et des industries de l'hôtellerie c/ Ministre des Finances).

Désormais, les recettes provenant de la vente des repas au personnel dans les cantines des établissements de santé sont assujetties à la TVA au taux réduit (5,5 %) conformément aux dispositions de l'article 279 a bis du code général des impôts (CGI). Cet assujettissement permettra la récupération, dans les conditions de droit commun, de la TVA d'amont sur les achats et sur les investissements exposés pour l'accomplissement de cette activité, en proportion des recettes soumises à la TVA, ainsi que, sous certaines conditions, de la taxe sur les salaires des personnels affectés à l'activité de restauration du personnel.

J'insiste sur l'intérêt particulier qui s'attache aux respect des conditions strictes posées par le décret pour obtenir le bénéfice du taux réduit de TVA, notamment :

- l'obligation pour le personnel de pouvoir justifier de son appartenance à l'établissement,
- l'obligation de tenir une comptabilité distincte permettant de faire apparaître clairement l'ensemble des charges et des produits (en l'état actuel des textes, la tenue d'une comptabilité analytique devrait permettre de répondre à cette obligation réglementaire).

L'exonération continuera de s'appliquer aux repas servis aux patients dans les établissements de soins en application des dispositions des articles 256 B et 261-4-1° bis du CGI.

Je ne manquerai pas de vous faire tenir, dès que j'en disposerai, l'instruction fiscale qui précisera les conditions de mise en œuvre de cette nouvelle disposition.

Vous voudrez bien me faire part, sous le présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de ces instructions.

Pour la Ministre et le Ministre délégué
et par délégation

Pour le Directeur de l'Hospitalisation et
De l'Organisation des Soins empêché,
Le chef de service

Jacques LENAIN